



ARRETE DU MAIRE

ST/GT/2024/175

*Arrêté instaurant, à titre temporaire, une
restriction rue de la Libération à
Courrières.*

*Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,
Vu le Code Pénal,
Vu le Code des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 24/11/1967
et l'ensemble des textes l'ayant complétée et modifiée,*

*Vu la demande en date du 26 juillet 2024 de la société Travaux Publics de l'Artois à
Leforest.*

*Considérant que pour permettre l'exécution de ces travaux dans des conditions satisfaisantes,
il y a lieu de réglementer la circulation rue de la Libération à Courrières pour des travaux de
réparation de voirie et trottoirs.*

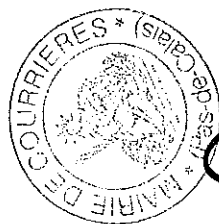
Article 1er : La circulation des véhicules de tous genres sera restreinte sur la voie nommée ci-dessus
du 23 septembre au 17 octobre 2024.

Article 2 : La partie de la chaussée occupée par les travaux et neutralisée pour la circulation sera au plus
égale à la mi-largeur de celle-ci, sans que la largeur restante soit inférieure à 3 mètres. La circulation des
piétons sera interdite aux droits des travaux pendant la durée de ceux-ci. Le passage se fera alternativement
sur la partie laissée libre. La circulation sera réglée par feux tricolores si nécessaire. L'arrêt et le
stationnement des véhicules en tous genres seront interdits durant la durée des travaux. En cas de non-
respect de ces dispositions, la mise en fourrière des véhicules pourra être ordonnée.

Article 3 : La signalisation temporaire à mettre en place pour ces travaux sera conforme à l'arrêté et à
l'instruction interministérielle du 15 juillet 1974 – Livre 1- 8^{me} partie modifiée par l'arrêté du 06
novembre 1992 ainsi que par l'ensemble des textes l'ayant complétée et modifiée. Elle sera posée et
entretenu et éclairée la nuit par les soins et aux frais de l'entreprise et sous sa responsabilité. Le
pétitionnaire veillera à éliminer toutes traces de signalisation temporaire à la fin des travaux.

Article 4 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées conformément
aux lois.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la commandante de Police de
CARVIN et la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune ce jour.



Fait à Courrières, le 13/9/ 2024

Le Maire

Christophe PILCH

Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.